

Tunisie : un premier bilan de deux ans de révolution tiré par deux partis du Front populaire

mercredi 19 décembre 2012, par [BELAÏD Chokri](#), [BOUAZRA Hassine](#), [HAMMAMI Jilani](#) (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2012).

Sommaire

- [Jilani Hammami* : fondamentale](#)
- [Chokri Belaïd* : La Tunisie](#)

Jilani Hammami* : fondamentalement rien n'a changé

Fondamentalement rien n'a changé puisque les raisons et les causes qui ont donné lieu à la Révolution, sont toujours là.

- Les aspirations du peuple tunisien pour la liberté et la démocratie sont toujours d'actualité, étant donné que le peuple n'a bénéficié que de courtes réalisations. En dehors de la liberté de s'organiser ou de publier un journal, rien n'est fait. Les libertés publiques sont toujours bafouées. Il y a un retour de la torture et des arrestations arbitraires. Des manifestations sont réprimées. Dans les régions et un peu partout, on est revenu à l'utilisation abusive de la répression et des armes. Le Gouvernement fait la sourde oreille aux pratiques des Ligues de protection de la Révolution et des acolytes d'Ennahdha.

- Sur le plan politique le bilan est très maigre. Dans l'Assemblée nationale constituante (ANC), on attend toujours la Constitution. Parallèlement les tentatives sont nombreuses pour légiférer des lois non démocratiques comme celle dite d'immunisation de la Révolution, ou celle de l'éthique de la magistrature.

- Pire encore, au niveau des questions économiques et sociales, la Tunisie passe toujours par une récession dont on ne voit pas le bout du tunnel. Les indicateurs, entre autres, de la production, des prix, du commerce extérieur poussent à l'inquiétude. Notre balance commerciale est très déficitaire. L'inflation s'est stabilisée à plus de 5,5%. On s'attend à 6%. Le déficit budgétaire est croissant. La part de l'endettement est préoccupante. Les indicateurs du temps de Ben Ali étaient meilleurs. Le Gouvernement ne fait rien. Il suit les mêmes solutions que l'ancien régime.

- Les problèmes sociaux se sont aggravés. Le chômage est au dessus de 700 000. Les régions intérieures sont toujours laissées pour compte. C'est ce qui a généré des soulèvements comme celui de Siliana et des manifestations un peu partout. Le taux de pauvreté est au-dessus de 20 %.

- Rien n'a été fait dans la lutte contre la corruption. La Cour des Comptes a dévoilé le maintien toujours des mêmes pratiques de corruption et d'abus de pouvoir.

- Le Gouvernement refuse toujours d'engager la Justice transitionnelle. Il veut en faire des mesures de bricolage.

- Sur le plan extérieur, la Tunisie a été placée dans l'axe réactionnaire du monde arabe. Le pays avance vers un statut de protectorat du Qatar, de l'Arabie Saoudite et de la Turquie. Le Gouvernement a pris des initiatives pour que la Tunisie devienne un partenaire privilégié de l'Union européenne. Il va ouvrir les portes du pays dans les domaines de l'agriculture et des services. On s'attend à ce que le tissu économique tunisien en porte des coups préjudiciables.

Globalement, le bilan est très négatif. Cette situation ne s'explique pas uniquement par les difficultés économiques internationales, mais aussi par les choix du Gouvernement.

***Jilani Hammami est le nouveau porte-parole du Parti des Travailleurs (ex-PCOT)**, depuis la désignation de Hamma Hammami, porte-parole du Front populaire. Propos recueillis par Hassine Bouazra et publiés dans le quotidien tunisien « Le Temps » du 18 décembre 2012.

<http://www.letemps.com.tn/article-72371.html>

Chokri Belaïd* : La Tunisie ouvre une deuxième page dans le processus révolutionnaire, contre le projet despotique d'Ennahdha.

Deux ans après le déclenchement de la Révolution ses causes directes et lointaines, sont toujours là. Elles se sont approfondies que ce soit au niveau des revendications sociales, de l'emploi, du développement régional, de la justice sociale ou de la réalité politique. La répression policière et celle des milices se reproduisent avec le mouvement Ennahdha. Les causes directes de la Révolution sont toujours là.

Le gouvernement actuel est celui de l'agenda étranger. Il consacre les choix des forces étrangères sans rapport avec l'intérêt national de la Tunisie et des Tunisiens.

La violence officielle et celle des milices sont là, avec l'assassinat politique à Tataouine, et les mises en garde et les appels à la liquidation des concurrents politiques sans que les autorités réagissent. La situation qui a enfanté le 17 décembre 2010 est toujours actuelle.

Le processus révolutionnaire connaît des flux et reflux.

Le 23 octobre 2011, était la date de la victoire provisoire des forces contre-révolutionnaires représentées par Ennahdha. La situation qui prévalait avant le 17 décembre 2010, s'est poursuivie. D'où les mouvements populaires de contestation et le rassemblement des forces politiques militantes et à leur tête la constitution du Front populaire. Les contestations ont touché tout le territoire et tous les secteurs de la société. La Tunisie ouvre une deuxième page dans le processus révolutionnaire, contre le projet despotique d'Ennahdha protégeant la malversation et consacrant la dépendance.

La situation politique, sociale et économique est étouffante. Il y a unanimité autour du diagnostic. C'est la responsabilité du gouvernement Ennahdha qui tourné le dos à toutes les promesses faites pendant la campagne électorale. Elle a mené le pays dans un tunnel noir.

L'instabilité politique, sociale et sécuritaire impose la nécessité de sortir du tunnel en formant un gouvernement restreint de compétences nationales, avec des ministres qui n'ont pas été impliqués avec l'ancien régime. Ils ne doivent pas non plus se porter candidats aux prochaines élections pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions loin de toute considération électoraliste.

Ce gouvernement sera appelé à prendre des mesures urgentes, comme la fixation d'une feuille de route précise, l'achèvement de l'élaboration de la Constitution, l'adoption de la loi électorale et la

mise en place des trois instances (celles des élections, de la magistrature et de l'information). Des mesures urgentes sont à prendre pour la maîtrise des prix, l'emploi, la solution des problèmes des blessés de la Révolution et des familles des martyrs. Des décisions urgentes sont à prendre au profit des régions déshéritées. La Justice transitionnelle doit être mise en application sans instrumentalisation politique. Un gouvernement restreint et de compétences est le seul espoir pour réussir ce qui reste de la période transitoire ».

* **Chokri Belaïd est Secrétaire général du Parti Unifié des Patriotes Démocrates** et un des dirigeants du Front populaire. Propos recueillis par Hassine Bouazra et publiés dans le quotidien tunisien « Le Temps » du 18 décembre 2012. <http://www.letemps.com.tn/article-72371.html>